

« IF THE SHOE FITS, WEAR IT » : FRANÇAIS ET AMERICAINS DANS LES OPERATIONS MILITAIRES DE LA POLITIQUE CULTURELLE AMERICAINE EN FRANCE (1955 – 1958)

IN FLEMING, LOISON-CHARLES, MAYER, *CONSTRUCTION/DECONSTRUCTION DE L'ALTERITE DANS LE MONDE ANGLOPHONE* (PRESSES UNIVERSITAIRES DE PARIS-NANTERRE, 2017) : 73-86.

URL : [HTTPS://PRESSES.PARISNANTERRE.FR/?P=3440](https://presses.parisnanterre.fr/?p=3440)

FRANÇOIS DOPPLER-SPERANZA

UNIVERSITE DE STRASBOURG

SAVOIRS DANS L'ESPACE ANGLOPHONE : REPRESENTATIONS, CULTURE, HISTOIRE (EA 2325)

En 1958, les services culturels de l'ambassade américaine en France (USIS-France¹) diffusent un court film d'information intitulé *À votre service*², visant à faire connaître aux Français les raisons de la présence de militaire américains, venus s'installer près de chez eux dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). La séquence d'ouverture présente un homme, surnommé « Grincheux », vivant dans une petite ville de province à l'aspect fortement rural. Grincheux a tous les attributs du Français « moyen » : c'est un petit homme mince, portant une moustache qui vient souligner sa mine renfrognée. Souvent mécontent, il n'apprécie guère la présence de militaires étrangers (Américains et Anglais, apprend-on) dans son environnement. Dans la partie précédant cet extrait, il est au volant de son automobile, un véhicule qui ressemble plus ou moins à une Citroën. Impatient, il souhaite rejoindre au plus vite le troquet de sa ville, mais une colonne de blindés l'empêche d'avancer. Grincheux arrive enfin péniblement à la terrasse dudit troquet. Il n'a qu'une hâte : « se rincer la bouche avec un bon verre de blanc », dit-il. Il se gare à proximité de l'établissement, suscitant un certain amusement chez les militaires installés en terrasse. En effet, son véhicule leur semble vétuste. L'endroit, manifestement très prisé par les soldats, est bondé. Grincheux ironise : « Qu'est-ce qu'il y a, c'est un débarquement ? », demande-t-il au tenancier de l'établissement. Exaspéré par l'éprouvante situation, il rentre chez lui, où il trouve sa fille en conversation avec deux *GI's* qui « ne peuvent s'empêcher d'être des hommes, généralement jeunes et esseulés ». Tous deux portent l'insigne de l'*US Air Force* sur leurs épaulettes. Un peu plus tard, Grincheux se rend en famille au cinéma pour s'offrir un moment de détente. En amont du long métrage attendu, le cinéma projette un film d'information portant sur la mission des armées de l'OTAN en France. Ce film est produit par le fameux *NATO Information Service* (NATIS)³, la division

¹ *United States Information Services in France*.

² *À votre service*, USIS-France, NATIS, 1958 (9 min 30).

³ L'ouvrage de l'historienne britannique Linda Rizzo, publié en 2014, présente l'origine et la structuration du NATIS pendant la Guerre froide. Voir : RISSO Linda, *Propaganda and Intelligence in the Cold War : The NATO Information Service*, London, Routledge, « Studies in Intelligence », 2014, 320 p.

de l'information de l'OTAN. À l'issue de la projection, Grincheux revoit sa position, allant jusqu'à accepter l'aide d'un *GI* qui lui propose du feu pour allumer sa cigarette.

Ce film nous semble parfaitement illustrer la manière dont les intérêts des Américains et des Français s'entremêlent : la question de la présence militaire américaine agite l'ensemble de la société française, obligeant les services culturels de l'ambassade des États-Unis à organiser de nombreuses campagnes d'information dans les régions de France concernées. Dans cet article, nous nous arrêterons sur les regards croisés liés à la présence des militaires dans les régions de France les plus reculées, qui nous serviront à interroger la stratégie mise en place par les services culturels américains pour appréhender l'altérité entre la population française et les militaires américains par l'entremise du sport. Après avoir rappelé quelques notions essentielles concernant la militarisation de la politique culturelle américaine en France, nous évoquerons l'instrumentalisation de l'image des *GI's* dans les campagnes d'information, et verrons enfin quelques causes de la rupture du rapport d'altérité dans les représentations de la relation franco-américaine au contact des bases militaires de l'OTAN en France.

1) UNE ALTERITE MILITARISEE : CONSIDERATIONS THEORIQUES SUR LA POLITIQUE CULTURELLE

L'altérité soulève des questions, tant à propos de la négociation des rapports entre USIS-France et le programme d'information militaire du Département de la Défense, que sur la fonction des militaires dans le rayonnement culturel des États-Unis en France. Répondant aux ordres du Département d'État à Washington, les services culturels américains travaillent conjointement avec les instances du Département de la Défense installées en France⁴.

Commençons par évoquer la question de la politique culturelle, que l'on peut définir comme la représentation des intérêts américains par le pouvoir exécutif à l'étranger, visant à exposer la culture nationale en utilisant des moyens d'État, tant humains que financiers, et s'exerçant par la voie de tous les médias disponibles : presse, radio, film ou autres événements culturels. Le Secrétaire d'État adjoint aux relations extérieures⁵ trace la feuille de route de la politique culturelle, qui s'inscrit dans la stratégie d'influence des États-Unis menée par le Département d'État depuis Washington. Celle-ci utilise largement la radiodiffusion, comme la radio *Voice of America*, très connue pour son rôle continu dans la diffusion de la propagande américaine pendant la Guerre froide, ou encore les programmes d'échanges entre personnes, comme par exemple le programme Fulbright, créée sur ordre du 79^e Congrès des États-Unis en 1946, qui permit à de nombreux universitaires et artistes de coopérer dans différents domaines de la recherche scientifique. La politique culturelle semble être une campagne de communication perpétuelle, qui répond à des stratégies politiques élaborées par les plus hautes instances du pouvoir exécutif américain. Elle est organisée pour répondre aux besoins de la ligne d'action de la politique étrangère américaine, faisant alors preuve de force et d'inertie.

⁴ MCKENZIE Brian A, *Remaking France : Americanization, Public Diplomacy, and the Marshall Plan*, New York, Berghahn Books, « Explorations in Culture and International History », 2008, p. 23.

⁵ *Assistant Secretary of State for Public Affairs*.

Pour l'historien Raphaël Ricaud, le concept de « *public diplomacy* » permet de faire la somme de tous les moyens de propagande employés par les Américains à l'étranger. Or, de nos jours, ce concept rassemble l'activité civile et l'activité militaire de propagande dans une seule et même notion, la communication stratégique, qui n'est qu'une « militarisation du concept par le Département de la Défense⁶ ». Nous avons alors toutes les raisons de croire que la politique culturelle en France fut très tôt militarisée, à vrai dire dès le début du Plan Marshall. Une accélération de ce processus s'observe en 1952, car les militaires américains sont en contact direct et régulier avec la population rurale française.

Lorsqu'on s'attarde sur l'évolution de la structure des services culturels américains en France jusqu'en 1952, on observe que la politique culturelle vise essentiellement à faire connaître le rôle déterminant de l'armée américaine dans la victoire des Alliés sur les pays totalitaires de l'Axe (Allemagne nazie, Italie fasciste et Japon impérial). Il s'agit tout d'abord d'empêcher la détérioration de l'image de l'armée, établie dans la capitale française et en province depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Jusqu'en 1947, les soldats peuvent étudier dans quelques universités de renom grâce au *GI Bill of Rights*⁷, tandis que d'autres prennent part à la brève expérience, assez innovante, de la *Biarritz Army University* (BAU)⁸. Puis, à partir de 1948, le nombre d'officiers régissant la ligne de communication militaire entre les villes de Bordeaux et Kehl en Allemagne, et le retour d'importants contingents de militaires suite à la création de l'OTAN l'année suivante, densifient encore un peu plus la présence militaire américaine en France. Washington se voit peu à peu contrainte de ranimer son antenne USIS en France qui, sur ordre du président Harry S. Truman, fusionne en 1952 avec le bureau français de l'Agence de Sécurité Mutuelle (MSA)⁹. Après cette date, les services d'information américains vont subsister sous l'intitulé USIS, malgré la réorganisation générale de la politique culturelle qui suit la création de l'Agence d'Information des États-Unis (USIA¹⁰) à Washington, décidée par le président Dwight D. Eisenhower. Grâce aux travaux des historiennes Martha

⁶ RICAUD Raphaël, *La public diplomacy des États-Unis : théories, pratiques, effets*, Thèse de doctorat de civilisation américaine, Université de Paris-Ouest Nanterre, 2012, p. 54.

⁷ Le 3 juin 1944, le président Franklin Delano Roosevelt signe le *Servicemen Readjustment Act* (Public Law 78-346), qui permet à l'État fédéral d'octroyer une aide financière aux soldats démobilisés et leur permettre de reprendre leurs études ou de se former dans des secteurs techniques. Roosevelt a anticipé le retour des *GI's* aux États-Unis, en échelonnant leur retour sur le marché du travail, car ce dernier n'aurait pas été en mesure d'absorber l'ensemble de la main-d'œuvre masculine en quête d'emploi sans pousser la main-d'œuvre féminine, extrêmement précieuse pendant la guerre, vers la sortie.

⁸ D'août 1945 à juillet 1946, l'armée américaine installe une université dans le sud-ouest de la France pour permettre aux soldats toujours mobilisés de bénéficier d'un droit à la formation semblable au *GI Bill*.

⁹ La *Mutual Security Agency* (MSA) est créée par Truman en 1951 pour gérer l'assistance économique des États-Unis aux pays alliés, sous forme de dons ou prêts. Elle poursuit, sous la direction de l'ancien secrétaire d'État au Commerce William Averell Harriman, l'ensemble des fonctions économiques de la *Economic Cooperation Administration* (ECA), à laquelle s'ajoutent d'importantes prérogatives militaires. Elle cesse ses activités à peine deux ans plus tard.

¹⁰ *United States Information Agency*, qui fut créée le 1^{er} août 1953 suite au plan de réorganisation n° 8 transmis au 83^e Congrès des États-Unis, de majorité Républicain, par le président Dwight D. Eisenhower. Il synthétise les efforts entrepris autrefois par la *International Information Administration* (IIA), la *Technical Cooperation Administration* (TCA), et la *Mutual Security Agency* (MSA). Les archives de la USIA sont conservées dans le fonds 306 des Archives nationales américaines, dans l'immense centre de College Park dans le Maryland.

Bernstein¹¹ et Maud Quessard-Salvaing¹², nous savons aujourd’hui que USIA s’inscrit dans l’héritage du Bureau d’information des armées (OWI¹³). À partir de 1953, USIA et USIS-France coopèrent avec la division de l’information de l’OTAN ainsi qu’avec la division de l’information de l’armée américaine (PID-EUCOM¹⁴), essayant parfois d’exercer un contrôle sur ces derniers.

Le gouvernement américain semble prendre les précautions nécessaires pour garantir l’image de marque de son armée à l’étranger. C’est pourquoi nous sommes frappés par la naïveté de l’image des Français et des Américains dans ce produit de la politique culturelle américaine qu’est *À votre service*. Ici, l’altérité est équitablement enfermée dans un stéréotype : pour le spectateur, le Français est acariâtre et le soldat américain est un prédateur. La représentation ne correspond pas à l’image normative de la politique culturelle des années 1950, tel qu’elle fut diffusée par USIS-France dans les films d’information, expositions ou autres publications.

2) UNE MILITARISATION MAÎTRISÉE DE L’ALTERITÉ

Contrairement à l’ambition d’ordinaire affichée par les agents du Département d’État, USIS-France et ses partenaires militaires semblent œuvrer pour desserrer les liens entre les citoyens français et les soldats américains. Il convient de s’attarder encore un moment sur l’image des *GI’s*, celle qui montre que la France et les États-Unis « ont souvent été l’Autre de l’autre¹⁵ », comme l’écrit l’historien Pierre Guerlain.

Avançons jusqu’en mai 1955, à l’occasion de la journée dédiée aux forces armées américaines en France. La division des relations publiques du commandement militaire en Europe (PID-EUCOM) publie un livret d’une trentaine de pages pour accompagner l’événement, qu’elle intitule sobrement *Un Américain en France*¹⁶. La conception est assurée par USIS-France, donnant un caractère officiel à cet opuscule. L’impression est confiée à l’imprimerie Georges Lang à Paris. Le lecteur y découvre l’histoire de Joe Smith, un *GI* qui a « quitté sa maison, sa famille et son *job* pour faire son service militaire¹⁷ » à l’étranger. En France, il s’installe dans un camp militaire, avant que « les tentes ne laissent la place aux baraquements plus confortables¹⁸ ». Lorsqu’il évoque le bien-fondé de sa mission, Joe Smith admet n’avoir reçu qu’une information parcellaire :

¹¹ BERNSTEIN Martha, *United States Cultural Policy in France, 1945 to 1958*, Thèse de doctorat, Département d’Histoire, Faculté des études supérieures, Université de Montréal, 1998.

¹² QUESSARD-SALVAING Maud, *Propagande, information et diplomatie publique pendant la Guerre froide : les stratégies de l’USIA en Europe d’Eisenhower à Reagan*, Thèse de doctorat : Université de la Sorbonne Nouvelle, Centre de Recherche sur l’Amérique du Nord, 2009.

¹³ *Office of War Information*.

¹⁴ *Public Information Division of the US Army European Command* (PID-EUCOM).

¹⁵ GUERLAIN Pierre, *Miroirs transatlantiques*, Paris, L’Harmattan, « Logiques Sociales », 1996, p. 7.

¹⁶ US-EUCOM et USIS-France, *Un Américain en France*, Archives nationales américaines : RG306, « Press and Publications Service », P46, boîte 128, 1955, 32 p.

¹⁷ *Ibid*, p. 11.

¹⁸ *Ibid*, p. 18.

Dans notre camp, nous avons régulièrement des conférences d'information. Notre commandant nous explique les événements qui se déroulent dans le monde, nous parle de la politique de notre pays. Il n'y a pas longtemps, il nous a exposé sur l'OTAN un certain nombre de faits particulièrement intéressants : que notre alliance n'était pas simplement militaire, qu'elle était fondée sur l'idée qu'aucune société n'est stable si ses membres ne jouissent pas d'un niveau de vie acceptable, et que, dans ces conditions, elle aidait aussi économiquement les pays membres. En fait, les usines françaises reçoivent des commandes « *off shore* », et de nombreux employés travaillent dans nos camps¹⁹.

La présence militaire a deux fonctions officielles : garantir la prospérité économique globale et assurer la sécurité individuelle de chaque pays de l'alliance. L'altérité est envisagée sous la forme d'un contrat d'échange. Ce phénomène est accentué par le fait que la base est un espace d'exclusion, une zone géographique sciemment isolée en périphérie des villes de province pour « ne pas aggraver la "crise du logement"²⁰ ». De temps à autre, Joe Smith est autorisé à franchir la frontière de la base pour partir à la rencontre des Français. Généralement, « aucun [GI] ne dédaigne un bon repas français, un petit verre au café, ou une invitation chez quelque ami français hospitalier²¹ ». Ses propos sont appuyés par des images d'Épinal qui jalonnent le livret, où le lecteur peut voir Joe Smith être accueilli par des Français, tous bien plus âgés que lui, qui ne le laissent pourtant jamais franchir le pas de leur porte. La relation entre le texte et l'image montre l'autonomie de Joe Smith à l'égard de cet « ami français », et présente le rapport d'altérité comme la nécessaire expression d'une relation d'égalité.

Néanmoins, au printemps de l'année 1956, la division de l'information de l'EUCOM observe une augmentation des actes d'hostilité contre les militaires américains. Elle reprend tout de suite le contrôle sur la promotion culturelle dans les régions des bases, et s'oblige à repenser le rapport d'altérité. Pour ce faire, les agents du PID-EUCOM ont recours aux nombreux journaux d'unité déjà en circulation. S'ils servent avant tout à diffuser des informations aux soldats et au personnel américains stationnés sur les bases, leur important tirage en fait par ailleurs de formidables vecteurs d'expression de la politique culturelle américaine. Nous nous interrogeons alors sur les principes gouvernant ce renouvellement du procédé de militarisation de l'altérité. Prenons le cas du *Chambley Sabre*, le journal d'unité de la base de Chambley-Bussières en Moselle, qui est intégralement en langue anglaise. Nous retenons cet exemple, car nous avons trouvé la trace d'une édition en français, publiée le 19 mai 1956 à l'occasion d'une opération de portes ouvertes. Le commandant de la base, le Colonel Robert R. Rowland, saisit l'opportunité de cet événement pour rappeler, en tête de journal, que « cette fête tire sa signification [...] de la volonté de l'Amérique de s'unir avec le reste du monde libre dans la défense d'un même patrimoine²² ». L'armée américaine est au cœur d'une démarche de protection de la sécurité occidentale, comme nous l'avons vu plus haut, mais souligne aussi l'existence d'une valeur culturelle partagée, à laquelle les Français et les Américains croient avec une certitude absolue depuis la Guerre d'Indépendance des États-Unis au dix-huitième siècle. En outre, ce patrimoine est axé sur l'accumulation des biens de

¹⁹ *Ibid*, p. 9.

²⁰ *Ibid*, p. 18.

²¹ *Ibid*, p. 7.

²² « Message du Colonel, Commandant de la base », *Chambley Sabre*, 19 mai 1956, p. 1.

consommation, dont la carte postale présentée dans le journal résonne, pour les Français, comme la promesse d'un retour à l'abondance. Enfin, le *Chambley Sabre* admet sans détour que les *GI's* se rendent souvent coupables d'infractions. L'auteur exagère alors la gravité des contacts franco-américains pour réclamer l'indulgence des Français :

Cyclistes, nos voitures sont larges sur vos petites routes. Quand vous roulez la nuit, restez bien à droite, ne roulez pas à deux de front et surveillez votre éclairage. Si même vous le pouvez, portez du blanc sur vous ou à votre vélo : IL Y VA DE VOTRE VIE. Vous aussi, cultivateurs, qui conduisez des chevaux, grands-pères qui rentrez du jardin avec une petite voiture, tâchez qu'on vous voie. [...] Rappelez-vous, *il y va de votre vie*. Enfin, vous tous, piétons, et je pense surtout aux enfants qui vont en classe, pourquoi ne pas marcher à gauche, face à la circulation, afin d'apercevoir, du plus loin possible, la voiture qui se dirige sur vous. Mamans, instituteurs, nous vous le demandons en grâce, *il y va de la vie de vos enfants*²³.

Ici, la présence militaire est présentée comme une présence outrageusement envahissante, une image qui se trouve aux antipodes de celle déployée dans le livret *Un Américain en France*. Ce schéma d'exagération stéréotypique s'observe également dans le film d'information *À votre service*, qui fut, lui, produit conjointement par USIS-France et le NATIS.

Aujourd'hui, nous savons que, tout au long des années 1950, les Français s'engagent dans une nouvelle dynamique axée sur l'augmentation de la consommation. Or, la politique culturelle renforce son contrôle sur l'armée, qui est un vecteur de transmission de nombreux objets de la culture de masse. L'armée, qui dispose d'un important droit de regard sur l'image des soldats diffusée à l'extérieur des bases, ne laisse alors rien au hasard. Autour de Chambley-Bussières, la relation d'altérité entre les Français et les Américains est strictement maîtrisée. Il nous reste maintenant à voir l'état de la relation d'altérité dans l'enceinte de la base, là où les contacts franco-américains sont fortement intégrés à la politique culturelle.

3) LA RUPTURE DE L'ALTERITE : LE CAS DU SPORT DANS LA POLITIQUE CULTURELLE

L'altérité apparaît dans les quelques images de la relation franco-américaine que nous avons exposées, mais également dans la conception de la politique culturelle à proprement parler. Cette dernière est en constante évolution depuis 1952, puis se stabilise au milieu des années cinquante lorsque Leslie S. Brady, le chef de la diplomatie culturelle à Paris, propose un cadre définissant avec rigueur les domaines de compétences de USIS-France. Malgré cela, les instructions émises depuis Paris ou Washington²⁴ sont mal perçues par le commandement des bases de l'OTAN en France, provoquant des frictions entre les services diplomatiques et militaires qui aboutiront en fin de compte à une rupture de l'altérité.

²³ « Le message de l'automobiliste », *Chambley Sabre*, 19 mai 1956, p. 3.

²⁴ En 1954, USIS-France est dirigé par Leslie S. Brady, un universitaire rompu aux méthodes du *Foreign Service* américain. Il impose quatre principes directeurs pour fortifier le programme d'information en France, qui est ainsi décliné : l'alliance occidentale, l'intégration européenne, l'héritage culturel partagé et la liberté économique. Voir : BRADY Leslie S, *Country Action Plan for France*, 2 février 1954, Archives nationales américaines : RG306, « General and Classified Subject Files of the USIA Office », UD2462, boîte 40.

En effet, à l'intérieur de la base, les militaires jouissent d'une liberté qu'ils exposent au public qui leur rend ponctuellement visite, lors d'opérations portes ouvertes ou lorsque de jeunes Français se voient proposer de découvrir des sports encore inconnus dans l'Hexagone (le baseball ou le football américain, par exemple). Cette liberté façonne surtout l'esprit des Français les plus jeunes. La liberté est un thème cher à la politique culturelle des années 1950 : d'une part, elle constitue une condition essentielle à la stimulation et au maintien de la prospérité économique occidentale et est, d'autre part, une notion permettant de délimiter un espace géographique où l'altérité est réduite à sa plus simple expression. Dans le même temps, le Département de la Défense manifeste son mécontentement quant aux résultats de la politique culturelle menée par USIA sur le terrain²⁵. Le PID-EUCOM va reprendre la main sur la promotion culturelle de l'armée, cherchant à réduire la distance qui sépare les *GI's* de la population française. Il opère symboliquement à une rupture de l'altérité : l'entrée de la base devient une frontière dont le franchissement transforme chaque événement culturel en une représentation ou un « spectacle de l'Autre »²⁶, selon l'expression du sociologue britannique Stuart Hall²⁷. Dans ses travaux, Hall étudie le rapport d'altérité entre deux communautés installées dans un même lieu, ce qui est le cas de la greffe de la présence militaire américaine en France. La politique culturelle américaine construit un rapport d'altérité reposant sur le stéréotype. Or, dans son analyse, Hall dit que le stéréotype sert à marquer la frontière politique entre le « nous » et « l'autre »²⁸, un procédé qui se révèle d'une utilité considérable pour dissimuler le caractère propagandiste du message de la politique culturelle. L'image que les Américains renvoient aux Français est ainsi déformée dans le but de choisir les aspects culturels à présenter aux Français (la liberté, la modernité, l'innovation) et de les ajuster selon la qualité du public qui s'en fera le relais. Par conséquent, la rupture de l'altérité est une opération stratégique, souvent préparée dans l'urgence, exécutée par le PID-EUCOM pour cibler et rationaliser les moyens humains et financiers engagés pour favoriser la relation franco-américaine autour des bases.

Arrêtons-nous enfin sur le cas des manifestations sportives organisées par le PID-EUCOM. Elles se divisent en deux catégories : il y a tout d'abord les matchs d'exhibition, présentés sous la forme de *talent show* à l'enjeu minime au cours desquels deux équipes font valoir leurs atouts sportifs pour divertir le public, mais aussi les championnats interarmées organisés pour les *GI's* stationnés en Europe, sur le modèle des ligues sportives américaines. La différence de traitement entre les matchs amicaux et les matchs de championnat est tout à fait significative. Ainsi, le 19 mai 1956, l'équipe de basketball des *Desert Rats*²⁹ de la base de

²⁵ Le 17 décembre 1954, le général Alfred Gruenther, commandant suprême des forces de l'OTAN (SACEUR), intervient à la réunion des ministres de l'OTAN, au cours de laquelle il dira que le propos de la politique culturelle doit être semblable à un kilt écossais : « assez court pour être intéressant, et assez long pour couvrir le sujet ». GRUENTHER Alfred, *Conférence de l'OTAN sur la politique d'information : Déclaration du Général Gruenther à la réunion ministérielle de l'OTAN du 17 décembre 1954*, 24 janvier 1955, Archives de l'OTAN, AC/87-D/6.

²⁶ L'expression du « spectacle de l'Autre » de Hall renvoie au rapport culturel dans un contexte postcolonial, mais nous l'utilisons sans intention de renvoyer à une supposée forme de colonialisme américain en France.

²⁷ HALL Stuart, « The Spectacle of the "Other" », in *Representation: Cultural Representations and Signifying Practices*, HALL Stuart (dir.), London, SAGE Publications Ltd, 1997, p. 223-290.

²⁸ *Ibid*, p. 259.

²⁹ Les *Desert Rats* ont importé leur nom depuis leur base d'origine, la *George Air Force Base*, au sud de la Californie, située à quelques kilomètres du désert des Mojaves.

Chambley, affronte l'équipe du Club Sportif Municipal d'Auboué, une équipe locale alors de bonne facture, dans un match organisé dans le hangar de la base pour égayer la journée portes ouvertes. Plusieurs centaines de spectateurs français assistent à ce match, gagné par les Américains. Ce match est un exemple caractéristique de « spectacle de l'Autre », un match d'exhibition qui se tient à une heure dédiée à la promotion culturelle, consécutif à un discours des autorités françaises et américaines portant sur la bonne entente entre les deux nations, et amenant, une fois arrivé à son terme, les spectateurs vers la sortie. Parfois, d'autres matchs se jouent en dehors de la base, comme le raconte Robert E. Sisk, un sergent d'origine texane, vétéran de la base de Chambley-Bussières. De 1954 à 1958, Sisk évolue au poste d'ailier dans l'équipe des *Desert Rats*. Outre ses entraînements réguliers et son investissement dans la vie de la base, Sisk se souvient avoir régulièrement été mandaté par un lieutenant-colonel de l'*US Air Force* « pour représenter la base dans la région, dans la mesure où [s]es coéquipiers officiers avaient des fonctions militaires importantes qu'il leur fallait accomplir³⁰ ». Il ne disait pas non à « un après-midi de plaisir et de fête », heureux de s'asseoir « à la table d'honneur avec le maire et les membres du conseil municipal pour quelques morceaux de fromage et du vin après le match³¹ ». Les représentants politiques locaux sollicitent les *Desert Rats* pour montrer une volonté d'apaisement et pour s'afficher du côté des Américains. L'Autre est mis en avant au service des intérêts politiques français, ce qui n'est qu'un échange de bons procédés puisque, pour le commandement de l'EUCOM, ces matchs permettent aussi d'établir des contacts suffisamment succincts pour garantir un retour positif de l'Autre. Enfin, pour les *GI's*, ces rencontres servent à tromper l'ennui dans la province française.

Deux jours à peine après l'opération portes ouvertes, la base de Chambley-Bussières accueille les *Syracuse Nationals*, vainqueurs du championnat professionnel américain, pour un match soutenu et organisé par le Département d'État³². Ce match ne participe plus du « spectacle de l'Autre », car seuls les militaires et leurs familles, pour les plus hauts gradés, sont conviés aux festivités. Le rapport d'altérité semble définitivement rompu. Les spectateurs voient s'affronter les *Nationals* et les *Desert Rats*. Ces derniers ont dominé le championnat de France USAF³³ en 1956, et poursuivent leur route en championnat d'Europe³⁴. Quelques mois plus tard, le 9 mars 1957, trois membres des *Desert Rats* participent au premier *All Star Game* militaire opposant les meilleurs soldats USAFE stationnés en France et en Allemagne. Le match est diffusé en direct sur la station radiophonique des forces armées américaines (AFN³⁵). Deux photographies de l'événement montrent la présence de deux Françaises lors de la soirée. Sur la première photographie, le Colonel Baker, entraîneur des *Desert Rats*, assiste au *All Star Game*

³⁰ Correspondance de l'auteur avec Robert E. Sisk, 20 mai 2014.

³¹ *Ibid.*

³² L'édition du *Chambley Sabre* du 8 juin 1956 rapporte que les *Syracuse Nationals* ont parcouru près de 24 000 miles à travers l'Europe et le Moyen-Orient, et joué 26 matchs contre des équipes françaises. Leur rencontre avec les *Desert Rats* constitue la seule confrontation avec une équipe américaine, qui plus est militaire, en dehors du territoire américain. Le Département d'État ne fait que présenter cette initiative au Département de la Défense, respectant entièrement l'indépendance du PID-EUCOM. « Fields Captures International MVP Cage Title ; Nats Dump Chambley, 112-72, in Exhibition Tilt », *Chambley Sabre*, 8 juin 1956, p. 4.

³³ *United States Air Force*.

³⁴ Les *Desert Rats* finiront le championnat USAF-Europe à la seconde place, derrière les *Bitburg Barons*, tenants du titre en provenance de la base de Bitburg, champions de la *USAF German conference*.

³⁵ *American Forces Network*.

depuis la tribune. C'est un match de gala, un endroit où il est bon de se montrer en bonne compagnie. C'est pourquoi il est entouré de femmes et d'hommes bien apprêtés. Baker converse avec une femme souriante, dont l'allure modeste est toutefois porteuse d'un certain raffinement : les vêtements sombres et la coiffure simple contrastent avec les gants blancs et un ornement végétal épinglé sur son chemisier. Une seconde photographie montre une autre femme, qui se démarque par la couleur éclatante de sa tenue. Elle arbore une robe blanche ainsi que plusieurs accessoires (des bijoux et une épingle à cheveux). Son allure sophistiquée nous interpelle : ces deux femmes auraient-elles une fonction sociale importante ? Robert Sisk nous rapporte que la première dame a détenu le titre de Reine du village de Chambley, tandis que la seconde ne fut autre que la lauréate régionale du concours de beauté du comité Miss France, un concours en plein renouveau³⁶. Les deux femmes sont en représentation au match de gala, venant rappeler que la base n'est autre qu'une « petite Amérique », avec ses codes de représentation, où les Américaines et les Américains appartiennent à un rang particulier de la hiérarchie militaire, et sont soumis à une pression sociale semblable à celle vécue à l'extérieur des frontières de la base. L'altérité n'a plus lieu d'être, et se trouve définitivement rompue.

CONCLUSION

Nous l'avons constaté, la politique culturelle consiste en une adaptation de la relation d'altérité selon des critères éminemment politiques. Le personnage de Grincheux est une construction de USIS-France et du NATIS, qui se présente à nous dans une représentation stéréotypée de la relation franco-américaine. Sa mutation se déroule en périphérie d'une base militaire, là où la politique culturelle gouvernementale a juridiction. À l'extérieur des bases, les militaires gardent leurs distances avec les bureaux politiques américains dont ils critiquent l'inefficacité. En revanche, la division de l'information de l'EUCOM se montre intraitable à l'intérieur des bases : l'armée organise seule sa politique culturelle, confiant à ses agents la tâche exclusive de régir le rapport d'altérité entre le corps social français et la communauté militaire américaine. La base est ainsi une zone de contacts immédiats délimités par les murs d'enceinte. Au sein de la base, le PID-EUCOM codifie l'altérité du corps social français pour cibler les manifestations culturelles à organiser.

Tout ceci nous amène à deux conclusions. La première consiste à relever l'existence d'une stratégie de segmentation sociale, qui permet à la politique culturelle de satisfaire aux exigences du Département d'État comme à celles du Département de la Défense, et de ce fait de répondre aux besoins immédiats des *GI's* stationnés en France. Comme l'a compris le PID-EUCOM, il faut favoriser la compréhension mutuelle et développer un programme adapté. La segmentation sociale s'impose alors comme un filtre qui s'applique en amont de la conception du projet, pour répondre aux besoins des soldats sur le terrain. Ce constat nous mène ensuite à la seconde conclusion, qui cette fois est politique. À la fin des années cinquante, la réactivité et l'adaptabilité des services culturels vont permettre une intégration rapide de la politique

³⁶ Au vu de la tenue et de la chevelure de la lauréate, une étude de l'influence du modèle de la *pin-up*, modèle féminin caractéristique de l'esthétique américaine des années cinquante, serait ici appropriée.

culturelle américaine dans une structure internationale. La France étend progressivement son étroite coopération avec l'armée américaine dans le cadre de l'OTAN. En 1958, USIS-France ouvre un bureau spécial lui permettant d'orienter les activités du NATIS : le PAA/USRO³⁷. Au début des années 1960, alors que le NATIS croît à un rythme soutenu, un inspecteur USIA rédige un rapport dans lequel il demande à USIS-France de continuer à aider les militaires « à se faire des amis dans les communautés francophones en organisant des spectacles des groupes et orchestres militaires, mettant en scène des événements sportifs combinés, et aidant à monter des présentations culturelles³⁸ ». Il invite les services culturels à assumer leur rôle et ne pas faire de mystère de leurs pratiques de la politique culturelle, qui sont encore trop souvent gardées secrètes³⁹.

Si le sport parvient à rapprocher les Français de ces « athlètes du Nouveau Monde »⁴⁰, la construction du rapport d'altérité sert avant tout à améliorer les conditions de résidence des GI's en France et à mener la politique culturelle américaine vers une plus forte intégration. À l'hiver 1956, le *Overseas Weekly*, un journal d'information pour les GI's, rappelle le dicton suivant : « *if the shoe fits, wear it*⁴¹ ». Épaulé par le commandement militaire américain en France, la politique culturelle américaine découvre les effets bénéfiques d'une pratique de terrain, menée de manière visible. USIS-France cesse enfin de se confondre en excuse. Cette réconciliation des questions politiques et militaires ne peut en aucun cas cacher le fait que les tensions géopolitiques s'accroissent fortement, et accompagneront la politique culturelle tout au long des années soixante.

³⁷ *Public Affairs Advisor of the United States Representative in Europe.*

³⁸ ACKERMAN Martin, SWIM A.L., EVANS Joseph S. Jr., *Inspection Report, USIS/France*, Archives nationales américaines : RG306, « Inspection Reports and Related Records, 1954-1962 », E1047, boîte 3, 3 novembre 1961, p. 61.

³⁹ Richard T. Arndt, ancien *public diplomat* et auteur d'un ouvrage de référence sur le sujet (*The First Resort of Kings : American Cultural Diplomacy in the Cold War*), relativise le secret qui entoure les pratiques de la politique culturelle américaine. L'existence d'une politique culturelle fédérale est certes une anomalie dans l'histoire des États-Unis, il n'en reste pas moins que le traitement qui lui est réservé lui paraît démesuré au vu des enjeux stratégiques liés à la culture. Dans un article intitulé « *The Hush-Hush Debate* », Arndt raconte cette anecdote : « Dans les années 1940, une riche veuve américaine se confie au jeune officier USIS à Bagdad, Armin Meyer. Elle lui demande : "Oh M. Meyer, parlez-moi de USIS. Est-ce archi secret ?". Et Meyer de répondre : "Pas du tout, madame, c'est archi blabla". ». ARNDT Richard T., « *The Hush-Hush Debate : Cultural Foundations of US Public Diplomacy* », in *Public Diplomacy Magazine*, n°1, 2010, p. 18.

⁴⁰ « Le Gira Club de Bologne remporte le tournoi de Pâques du B.C. Montbrison », *La Tribune*, 22 avril 1957.

⁴¹ Nous proposons de traduire cet idiomme par la formule suivante : « Qui s'excuse, s'accuse ». Voir : « Chambley's Getting to Look as Good as its Hoopsters », *The Overseas Weekly*, 21 janvier 1956.